

21 mai 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et sur la situation en Syrie et au Mali, à Chicago le 21 mai 2012.

QUESTION -- Sur le retrait d'Afghanistan, le respect de votre décision intervient finalement sans grande résistance de la part des Alliés. Vous avez dit, hier, qu'il aurait pu y avoir des malentendus, tel n'a pas été le cas. Comment est-ce que vous l'expliquez ?

LE PRESIDENT -- La décision de la France s'inscrit dans une logique. Il ne doit plus y avoir de troupes combattantes de l'Alliance en Afghanistan en 2014. Nous, nous avons accéléré le processus. Comme nous avons trouvé un accord avec l'armée afghane qui va se substituer à nos troupes en Kapisa dès la fin de l'année, chacun a bien compris que sans affaiblir la sécurité du dispositif, nous pouvions retirer nos troupes et faire en sorte que les Afghans puissent avoir le retour de leur souveraineté plus vite que prévu.

QUESTION -- Vous avez exprimé par le passé des réticences quant à la réintégration de la France dans le commandement de l'OTAN. Finalement, on vous a senti très à l'aise dans ce bateau atlantique ces derniers jours. Est-ce que, d'une certaine manière, vous ne suivez pas les traces de ce point de vue de votre prédécesseur, Nicolas Sarkozy ?

LE PRESIDENT -- J'avais donc posé, lorsque la décision avait été prise par mon prédécesseur en 2008, une condition à la réintégration de la France dans le commandement militaire intégré. C'était qu'il y ait des progrès en matière d'Europe de la défense. Je conviens bien volontiers que ces progrès n'ont pas eu lieu depuis plusieurs mois. Mais, il se trouve que dans le communiqué final du sommet de Chicago, l'Europe de la Défense est explicitement citée et évoquée. Donc, je regarde ça comme une évolution et tout au long des prochains mois je veillerai à ce que l'Europe de la défense puisse être renforcée dans le cadre de l'Alliance et donc de l'OTAN. Je demanderai, d'ailleurs, qu'il y ait une évaluation de notre place et de ce que peut être l'Europe de la défense dans les prochains mois.

QUESTION -- Est-ce que vous avez le sentiment que les forces afghanes vont faire le poids ? Est-ce que vous avez le sentiment que la France part avec un sentiment de mission accomplie, après tout Al Qaïda et les Talibans sont toujours là ?

LE PRESIDENT -- L'armée afghane contrôle aujourd'hui un peu plus de la moitié de son territoire. C'est ce qui nous a été une fois encore confirmé. A la fin de l'année, et nous y contribuerons, l'armée afghane aura 75 pour cent de son territoire sous son propre contrôle. Il restera encore quelques zones, ce qui explique d'ailleurs que d'autres forces que la nôtre pourront continuer à agir pour la sécurité de l'Afghanistan. Nous, nous aurons retiré nos troupes de la zone de Kapisa, là où l'armée afghane aura repris le contrôle, c'est-à-dire d'ici à la fin de l'année. Ensuite, ce sera la responsabilité de l'armée afghane après 2014 d'assurer la bonne exécution des missions qui lui seront confiées, donc le contrôle de son territoire. Pour y parvenir, il y aura une contribution qui sera apportée par un certain nombre de pays pour soutenir l'armée afghane, j'entends une contribution financière. Mais, ce sera aux Afghans eux-mêmes de régler cette question de leur souveraineté. C'est la raison pour laquelle, ce matin, j'ai évoqué le nécessaire processus politique, le dialogue politique, la réconciliation politique en Afghanistan et ce ne sera pas facile. Mais ça, ça appartient aux Afghans. S'il n'y a pas de réconciliation politique. S'il n'y a pas de dialogue

apparemment en Afghanistan, et pas de recensement politique, et il y a pas de dialogue politique, s'il n'y a pas des élections transparentes, libres et démocratiques en 2014, c'est vrai que ce sera plus difficile. Mais à un moment, ce sont les pays eux-mêmes qui doivent assurer leur propre avenir et pas à des alliés, aussi bienveillants soient ils.

QUESTION -- Est-ce que vous avez donné ce matin aux alliés des précisions concernant le nombre de militaires français qui resteraient après 2012 pour assurer la protection du matériel ? Est-ce que vous vous êtes engagé sur un nombre de contingents, de formateurs qui resteraient en Afghanistan après 2014 ?

LE PRESIDENT -- Non, je ne me suis pas engagé sur un nombre. J'ai simplement posé deux principes. Le premier, c'est le retrait de toutes les forces combattantes françaises d'Afghanistan pour la fin 2012 et, cet engagement, je l'assure sera scrupuleusement tenu. Ensuite, demeureront en Afghanistan des éléments militaires pour assurer des tâches de formation, limitées d'ailleurs, aussi bien pour la police que pour les cadres de l'armée afghane. C'était d'ailleurs prévu dans le traité d'amitié qui a été signé entre mon prédécesseur et le Président Karzaï. Mais il n'y a pas d'indications chiffrées.

QUESTION -- Sur la Syrie ?

LE PRESIDENT -- J'ai rencontré longuement le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, parce qu'il voulait me faire part de sa préoccupation, non seulement, par rapport à la Syrie, dès lors que la mission de Kofi Annan va se poursuivre dans des conditions de sécurité difficiles, mais aussi de sa préoccupation par rapport au Liban, car il y a eu un certain nombre de violences qui ont été commises au Liban. Vous savez que nous avons des forces françaises au Liban à travers la FINUL, et donc je me suis légitimement préoccupé de leur sécurité, de leur présence nécessaire, et je ferai en sorte d'être très attentif à ce qui va se passer au Liban. Le Liban ne doit pas être déstabilisé par ce qui se passe en Syrie.

QUESTION -- Sur la situation au Mali, les derniers événements, est-ce que cela vous inquiète ?

LE PRESIDENT -- J'ai appris durant ce sommet qu'il y avait eu une nouvelle fois des mouvements au Mali. Le président par intérim Traoré aurait été blessé. Donc je réaffirme, ici, que le processus qui a été voulu par la CEDEAO doit être poursuivi et que les autorités légitimes doivent être respectées. Et donc la France sera très attentive par rapport à ce qui se passe au Mali. Plus généralement, cette zone du Sahel est très inquiétante. J'en avais fait part au G8 par rapport à ce qui me paraissait être des enjeux pour la sécurité du monde et ce qui revient du Mali est une nouvelle source d'interrogations. Donc, la France sera très attentive à ce qui se passe non seulement au Mali, mais aussi au Niger, mais aussi en Mauritanie, c'est à dire dans toute la zone du Sahel. Mais c'est vrai que le Mali est déstabilisé. On ne peut pas accepter qu'il y ait une agression sur le président par intérim. Merci.